

RECOMMANDATION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Les candidats tenus de déclarer publiquement leur patrimoine

Les candidats à l'élection présidentielle du 9 avril prochain sont tenus de joindre dans leurs dossiers des copies de leurs déclarations de patrimoine mobilier et immobilier publiées dans deux quotidiens nationaux. Le Conseil constitutionnel en a fait expressément le rappel dans son communiqué du 13 janvier dernier relatif aux conditions de candidature. Le président Bouteflika, dont l'annonce de candidature serait imminente, s'exécutera-t-il ? Quand ?

Sofiane Aït-Ifilis - Alger (Le Soir) - Le Conseil constitutionnel émerge à nouveau dans le spectre du visible, à la faveur de l'élection présidentielle prochaine.

Nécessairement, puisqu'il lui revient d'obligation de veiller à la régularité du scrutin présidentiel et d'en valider, en dernier ressort, les résultats.

Mais aura-t-il à turbiner cette fois plus que de routine ?

Son communiqué du 13 janvier dernier dans lequel il a commis le rappel des conditions de candidature à l'élection présidentielle donne à le supposer, décidé à s'armer de vigilance et à en faire preuve.

Sérieux test de fermeté pour l'institution présidée par Boualem Bessaïeh que la validation ou le rejet des dossiers de candidature. Car, normalement, si

elle fait le rappel des conditions à remplir pour être retenu à la compétition électorale, c'est qu'elle a l'idée de veiller scrupuleusement à ce qu'elles soient satisfaites par chacun des candidats à la candidature.

Parmi le chapelet de documents devant figurer dans le dossier de candidature, le Conseil constitutionnel a noté «une déclaration sur le patrimoine mobilier et immobilier de l'intéressé à l'intérieur et à l'extérieur du pays (le candidat est donc tenu de publier, au préalable, sa déclaration de patrimoine dans deux quotidiens nationaux dont un en langue nationale officielle et présenter les copies de ces publications)».

Le Conseil constitutionnel a ouvert la parenthèse pour bien préciser que la déclaration doit être publique et insérée dans au moins



Boualem Bessaïeh, président du Conseil constitutionnel.

deux journaux. Autrement dit, un manquement à cette disposition entraînerait logiquement l'invalidation de la candidature.

Les candidats à la candidature, le président Bouteflika, y compris, si bien entendu il venait à faire acte solennel d'inscription aux joutes électorales, sont tenus de faire une déclaration publique de leur patrimoine au risque de se voir dis-

qualifiés et, donc, interdits de concourir. Ils ont, à compter d'hier, un délai de quinze jours pour le faire.

Le Conseil constitutionnel a fixé en effet le dernier délai de dépôt des dossiers de candidature au lundi 23 février à minuit, soit quinze jours (15) après la publication au Journal officiel du décret présidentiel portant convocation du corps électoral, confor-

mément à l'article 158 de la loi électorale relative au régime électoral. Notons que le décret présidentiel en question, signé le samedi 7 avril, a été publié au JORA n°9 du dimanche 8 février.

Cela étant, jusque-là, le seul candidat à la candidature ayant fait sa déclaration de patrimoine reste Belaïd Mohand Oussaïd.

Ce dernier a informé, via un communiqué de

presse exploité par quelques journaux, que son patrimoine se réduisait à une Peugeot 406 années 1999.

Il reste à savoir si le Conseil constitutionnel accepterait cette forme de déclaration ou exigerait une insertion en bonne et due forme, puisqu'il insiste sur une publication dans deux journaux dont l'un en langue nationale et officielle.

S. A. I.

IL SOUHAITE RASSEMBLER TOUTES LES TENDANCES POLITIQUES

Mohamed Saïd en candidat du «consensus»

Mohamed Saïd refuse d'être taxé de candidat de la mouvance islamiste. Le secrétaire général du Parti pour la liberté et la justice (PLJ, non encore agréé) ambitionne de rassembler toutes les tendances de la scène politique algérienne.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Mohamed Saïd rejette l'étiquette islamiste qu'il a héritée de Wafa, le parti mort-né d'Ahmed Taleb Ibrahimi. Invité, hier, de la Chaîne I de la Radio nationale, le candidat à l'élection présidentielle a déclaré vouloir rassembler «l'ensemble des tendances politiques du pays».

«Je refuse que l'on m'étiquette comme islamiste. Toutes les tendances politiques peuvent se reconnaître en mon programme. Il y a des propositions pour

les islamistes, les nationalistes, les démocrates et les laïcs. Ma formation politique, le Parti pour la liberté et la justice, a pour ambition de rassembler toutes les tendances», a indiqué Mohamed Saïd, de son vrai nom Belaïd Mohand Oussaïd.

Il estime que les représentants de tous les courants sont liés par des «dénominateurs communs».

«Nous avons tous des dénominateurs communs qui sont l'Islam, l'arabité et



Mohamed Saïd.

l'amazighité. Sauf que les représentants de toutes les tendances ne parviennent pas à dialoguer entre eux. Mon parti se propose d'être un espace de dialogue basé sur le respect mutuel.»

Pour ce qui est du scrutin présidentiel, le candidat à la présidentielle a affirmé rencontrer des difficultés dans la collecte des signatures.

«Nous sommes confrontés à des difficultés réelles. L'administration crée des obstacles et les pouvoirs publics s'étonnent par la suite du taux important d'abstention durant les élections», a-t-il indiqué. Mohamed Saïd a, par ailleurs, émis

de vives critiques envers la commission de contrôle de l'élection présidentielle, qui a récemment été réactivée.

«Cette commission n'a pas lieu d'être. A quoi va-t-elle servir ? Son coordinateur a été désigné par le président de la République qui sera lui-même candidat à sa succession. Vous pensez que ce coordinateur osera dénoncer celui qui l'a nommé si celui-ci commet des dépassements ? Sincèrement, je ne compte pas me faire représenter au sein de cette commission si je parviens à dépasser le seuil des 75 000 signatures.»

T. H.